

## Chine

### Après la dernière session de l'Assemblée populaire nationale : quels changements ?

CAI Chongguo \* et Pierre CONCLALDI

La session annuelle de l'Assemblée populaire nationale (APN) s'est tenue à Pékin au début du mois de mars 2006. Elle a réuni près de 3000 députés venus de toute la Chine. A l'ouverture de cette assemblée, le Premier ministre Wen Jiabao a prononcé un long discours dressant un bilan des actions accomplies par le gouvernement. Il a aussi tracé les grandes lignes du 11<sup>ème</sup> Plan quinquennal (2006-2010) qui a été approuvé à l'issue de cette session de l'APN.

La dernière session de l'APN s'est tenue quelques années après l'arrivée au pouvoir, au début des années 2000, du président Hu Jintao et du Premier ministre Wen Jiabao<sup>1</sup> ; elle précède d'un an la tenue du 17<sup>ème</sup> congrès du parti communiste chinois en 2007. Les successeurs de Jiang Zemin sont généralement considérés comme étant porteurs d'un projet plus social que leur prédécesseur. Mais, dans les faits, cette volonté semble avoir eu du mal à se concrétiser jusqu'à présent. La dernière session de l'APN s'est

tenue dans un climat qui a clairement mis en lumière les oppositions entre les libéraux, soucieux d'aller plus loin dans le mouvement de réformes et de privatisation, et les tenants d'une ligne privilégiant une intervention accrue de l'Etat en vue de promouvoir, selon l'expression consacrée en Chine, « l'harmonie sociale ».

Sans remettre en cause la volonté du gouvernement de continuer et d'approfondir les réformes, le Premier ministre Wen Jiabao a annoncé un certain nombre de mesures qui visent à atténuer les conséquences d'une croissance débridée dont les fruits se sont très inégalement répartis depuis vingt ans. Rappelons que la Chine détient quasiment le record des inégalités dans le monde et que les clivages y sont nombreux : entre zones rurales et zones urbaines, entre régions côtières et régions du Centre ou de l'Ouest, entre groupes sociaux,...

Sur le plan économique et social, les diverses mesures annoncées par le gou-

---

\* Rédacteur en chef du *China Labour Bulletin*.

1. Hu Jintao est devenu secrétaire général du PCC (Parti communiste chinois) en 2002, puis Président de la République de la RPC (République Populaire de Chine) en 2003. Il a été élu président de la Commission militaire centrale d'Etat en mars 2004.

## CHINE

vernements peuvent être regroupées sous deux grands thèmes. Le premier concerne la politique à l'égard des campagnes ; le second porte sur la redéfinition des termes de la croissance économique.

### Bâti

#### « une nouvelle campagne socialiste »

Sous ce mot d'ordre lancé par le chef du gouvernement, il s'agit de rechercher une plus grande équité sociale et un rééquilibrage de la croissance en faveur des campagnes. Si les paysans ont été en effet les premiers bénéficiaires du mouvement de réforme engagé en Chine à partir de 1978 sous l'impulsion de Deng Xiaoping, ce mouvement a été stoppé depuis le milieu des années 1980. Depuis une vingtaine d'années, les paysans ont été les grands oubliés de la croissance économique qui a surtout bénéficié aux grands pôles urbains et, notamment, aux régions côtières de l'Est.

Le Premier ministre a annoncé un vaste plan de modernisation des campagnes : près de 340 milliards de yuans (34 milliards d'euros) y seront consacrés dans les cinq années à venir, à la fois pour moderniser le secteur agricole et pour favoriser le développement d'infrastructures.

Une des mesures phares annoncées par le gouvernement concerne la suppression des impôts des paysans. Ces impôts constituent une des ressources des gou-

vernements locaux – au niveau des cantons et des bourgs ou villages – et son importance est très variable : de 5 % à 10 % des ressources dans certains cantons, jusqu'à plus de 50 % dans d'autres<sup>1</sup>. Les conséquences de cette mesure seront donc très diversement ressenties par les autorités locales. Début 2003, des expériences de réduction d'impôts avaient été engagées. Ces tentatives avaient eu des effets très néfastes sur l'éducation, avec la fermeture de nombreuses écoles. Dans certaines zones concernées, les primes attribuées aux professeurs enseignant dans les campagnes avaient été supprimées, ce qui avait rendu encore plus difficile le recrutement d'enseignants dans ces régions déshéritées. La question clé que soulève donc la suppression des impôts des paysans concerne la capacité des autorités centrales à transférer effectivement sur le terrain, au niveau des cantons et des villages, les ressources nécessaires pour compenser les budgets locaux affectés par cette mesure.

Car, dans le même temps, le gouvernement a également annoncé un vaste plan d'investissement dans les campagnes, à la fois en ce qui concerne l'éducation et le système de santé, avec notamment la mise en place d'un système coopératif de santé (*Hezuo yiliao*) dans 80 % des régions rurales en 2008<sup>2</sup>. D'ici deux ans, le Premier ministre a aussi promis que les élèves des zones rurales seraient totalement exemptés de frais de

1. Voir l'article de M. Yang Weijun, « Les conséquences sur les gouvernements locaux de la suppression des impôts de l'agriculture – l'exemple de la ville Yan An de la province du Shan Xi » (取消农业税对农村基层政府的影响 —— 以陕西省延安市为例) 杨卫军 / Quxiao nongyeshui dui nongcun ji ceng zhengfu de yingxiang --- yi Shanxi Sheng Yan'an shi weilii. Recherche en macroéconomie (《宏观经济研究》/ Hongguan jingji yanjiu), n°5, 2005 (2005年第5期), <http://www.usc.cuhk.edu.hk/wkgb.asp>
2. Agence Xinhua, article du 21 février 2006 sur la restauration totale à partir de 2008 du régime coopératif de soins.

## QUELS CHANGEMENTS ?

scolarité durant toute la période de l'enseignement obligatoire. Il s'agit donc de promouvoir l'enseignement obligatoire gratuit dans les campagnes. Ce thème figurait déjà dans les priorités du gouvernement en 1995. Mais le gouvernement de l'époque ne s'était guère donné les moyens d'atteindre cet objectif. Si bien que, dans les faits, l'enseignement obligatoire est devenu de plus en plus payant, ce qui a contribué à exclure de l'accès à l'éducation un nombre croissant d'enfants issus de familles modestes ou pauvres, notamment à la campagne.

Le gouvernement a aussi annoncé la mise en place d'un cadre légal et réglementaire plus clair et plus strict pour mieux protéger et indemniser les paysans lors des réquisitions de terre. Il s'agit là d'un sujet très sensible dans les campagnes et qui a donné lieu à un grand nombre de « révoltes » ces dernières années. Environ 60 % des manifestations paysannes recensées ont pour origine la question de la réquisition des terres<sup>1</sup>. La pression immobilière a poussé à des réquisitions de terre importantes. Bien que le régime de propriété reste un régime collectif, le principe d'une indemnisation des paysans est admis et s'explique dans une large mesure par des raisons historiques<sup>2</sup>. L'annonce faite par le gouverne-

ment vise à mieux garantir le droit à cette indemnisation.

---

### **Une redéfinition de la croissance chinoise**

Les annonces faites par le chef du gouvernement signalent une inflexion importante de la stratégie chinoise de croissance. Il s'agit, d'un côté, de fonder davantage la croissance sur la consommation intérieure chinoise et, de l'autre, de réorienter qualitativement le contenu de cette croissance.

### **Une croissance davantage tirée par le pouvoir d'achat et la consommation**

La volonté affichée du gouvernement est de faire davantage dépendre la croissance de la consommation intérieure et moins des exportations et des investissements. L'économie chinoise ne peut en effet compter indéfiniment sur la demande extérieure pour asseoir son développement et, au cours des trente dernières années, la croissance chinoise n'a que faiblement bénéficié aux salariés.

Cette tendance a été particulièrement nette depuis une dizaine d'années. A la suite de la tournée effectuée par Deng Xiaoping en 1992 dans le sud du pays, le mouvement de réformes s'est accéléré et la privatisation des entreprises d'Etat et

---

1. Les pouvoirs publics recensent les manifestations dès lors qu'elles regroupent plus de 100 personnes. Ce décompte n'établit pas de distinction entre les manifestations paysannes (ou en milieu rural) et les manifestations urbaines. Le nombre officiel de ces manifestations s'est élevé à 87 000 pour l'année 2005.

2. Après la révolution de 1949, la réforme agraire avait donné lieu à une redistribution des terres. Avec l'établissement des communes populaires entre 1956 et 1958, les terres ont été progressivement collectivisées. La terre appartient aujourd'hui aux collectivités (villages ou bourgs) et à l'Etat. Elle est louée, généralement pour des périodes de plusieurs décennies, aux paysans. Les réformes économiques engagées depuis 1978 n'ont pas remis en cause ce régime de propriété, qui reste donc de nature collective. Cependant, collectivisation ne signifie pas étatisation. Et l'idée que la terre reste une propriété collective des paysans justifie leur indemnisation en cas de réquisition.

## CHINE

des entreprises collectives a été engagée à une large échelle. Ce processus intense de restructurations a conduit au licenciement d'environ 35 à 50 millions de salariés urbains. Dans le même temps, des réformes profondes du système de protection sociale ont été engagées avec une privatisation rampante dans les domaines de la santé et de l'éducation, et une profonde réforme de l'indemnisation du chômage.

Ces transformations ont eu des conséquences considérables sur le niveau de vie des salariés chinois. Même si le pouvoir d'achat des salaires a continué à progresser, les conditions de vie se sont détériorées en raison de charges plus lourdes. D'après une enquête réalisée au début de l'année 2006 par *Le Quotidien de la jeunesse de Chine*<sup>1</sup> auprès de 13 625 personnes de la région de Pékin, 78,8 % des personnes estiment que « leur revenu a augmenté depuis 10 ans », mais 85,3 % des personnes « trouvent que les charges sont plus lourdes qu'il y a dix ans »<sup>2</sup>. Ce constat vient corroborer une analyse du professeur Sun Li Ping (professeur de sociologie à l'université Qinghua de Pékin), qui explique que les calculs officiels de pouvoir d'achat sont biaisés car les structures de consommation ont très fortement évolué depuis 20 ans et ne prennent pas en compte, notamment, les coûts croissants d'éducation, de

santé et de logement<sup>3</sup>. Une récente étude sur les inégalités et la pauvreté en Chine entre 1986 et 2000 confirme ce diagnostic<sup>4</sup>. Cette étude montre notamment que la hausse du taux de pauvreté dans les années 1990 est associée à la hausse du prix des produits alimentaires ainsi qu'à la nécessité croissante, pour les ménages chinois, de prendre en charge eux-mêmes les dépenses d'éducation, de santé et de logement auparavant prises en charge par l'Etat.

Autre indice de la distribution inégalitaire des fruits de la croissance : si le taux d'épargne des Chinois est particulièrement élevé, cette épargne se concentre sur une couche relativement faible de la population : 20 % des familles détiennent 89 % de l'épargne en devises étrangères et 64,8 % de l'épargne liquide (yuan nationale). A l'autre opposé, 20 % des familles n'ont que 1,2 % de l'épargne en yuan et 0,2 % de l'épargne en devises<sup>5</sup>.

Enfin, à un niveau plus global, la part des salaires se situe à un niveau très bas. Si l'on prend comme base (indice 100) l'année 1978, on peut estimer que la part salariale se situe aujourd'hui à un niveau qui est de plus de 20 % inférieur à celui de l'année 1978 (indice 77 en 1999), soit un niveau très proche de celui observé au début des années cinquante. Après avoir fortement augmenté jusqu'au début des

1. Zhongguo Qingnianbao, journal de la Ligue de la jeunesse communiste de Chine. <http://www.cyol.net>
2. Zhongguo Qingnianbao, 20 mars 2006.
3. Sun Li Ping, « Low Wages Dampen Consumption », <http://www.bjreview.com.cn/En-2005/05-49-e/viewpoint-2.htm> Voir aussi du même auteur : « Monopolies Put Average Earners at Disadvantage », China Daily, December 16, 2005, <http://www.china.org.cn/english/BAT/152132.htm>
4. Xin Meng, R. Gregory et Youjuan Wang, « Poverty, Inequality, and Growth in Urban China, 1986-2000 », Discussion Paper N°1452, IZA, Bonn, 2005. <http://ssrn.com/abstract=644327>
5. Voir l'article de Sun Xuewen, « Quel décalage entre les riches et les pauvres en ville ? » (城市人贫富差距有多大 / Cheng Shi Ren Ping Fu Ca Bie You Duo Da?). Agence Xinhua, 5 août 2004. [http://news.xinhuanet.com/banyt/2004-08/05/content\\_1714740.htm](http://news.xinhuanet.com/banyt/2004-08/05/content_1714740.htm)

années 1960, la part salariale a chuté dans les années 1970, puis a légèrement remonté ensuite avant de chuter de façon quasi continue, cette baisse ayant été particulièrement sensible (-25 %) dans les années 1990<sup>1</sup>. Ces chiffres doivent être relativisés, dans la mesure où une partie des salaires des ouvriers-paysans (*mingong*) n'est pas comprise dans ces statistiques. Cependant, comme la rémunération de ces ouvriers est largement inférieure à la moyenne, cette lacune statistique serait probablement de peu d'effet sur un indicateur de part salariale corrigée du taux de salarisation.

Une des premières mesures annoncées par le gouvernement afin de favoriser la croissance des salaires a porté sur le relèvement du salaire minimum. Reste à savoir dans quelle mesure la répartition de la croissance se traduira effectivement par une répartition des revenus davantage favorable à l'ensemble des salariés dans les années à venir.

#### **Une réorientation qualitative de la croissance**

Les dégâts environnementaux associés à la croissance chinoise sont bien connus. Selon une étude de l'Institut chinois des sciences environnementales et l'Université Qinghua citée par l'agence Chine nouvelle, la seule pollution atmosphérique coûte à la Chine 2 % à 3 % de son Produit intérieur brut (PIB) et les pluies acides provoquées par le dioxyde de soufre engendrent des pertes supérieures à 110 milliards de yuans (11 milliards d'euros) par an<sup>2</sup>. En outre, précisent ces experts, le coût économique

de la pollution atmosphérique est sous-estimé dans l'étude parce qu'il ne prend pas en compte son impact sur la qualité de l'eau, ni son effet érosif sur les immeubles.

Ce constat est largement connu de l'opinion publique chinoise et la presse se fait régulièrement l'écho des conséquences environnementales parfois dramatiques d'une croissance mal maîtrisée. Dans ce contexte, l'annonce du gouvernement chinois de favoriser une croissance plus économe et moins polluante apparaît d'abord comme la reconnaissance par les plus hautes autorités de l'Etat d'un problème majeur que doit désormais affronter la Chine.

Un des objectifs du gouvernement chinois est de parvenir à réduire de 20 % d'ici 2010 le taux de consommation d'énergie par unité de PIB. Cet objectif s'inscrit bien sûr dans cette nouvelle stratégie d'une croissance qualitativement plus économe et davantage soucieuse de préserver les équilibres écologiques. Il participe tout autant d'une volonté des autorités de l'Etat de réduire la dépendance énergétique à l'égard de l'extérieur. De ce point de vue, cet objectif est également en phase avec la stratégie annoncée au cours de la dernière session de l'APN et qui vise à favoriser le développement de productions où les entreprises chinoises devraient avoir la maîtrise de la technologie.

Derrière cette stratégie que l'on pourrait qualifier de « nationaliste », il s'agit d'orienter la croissance vers des productions à plus fort contenu technologique et

---

1. Li Zhining, « 中国的宏观经济叫人捏着一把汗 » (Zhongguo de hongguan jingji jiao ren niezhe yi ba han). <http://www.lizhining.net/articles/economics/j84.htm>  
2. Agence Xinhua (13/10/2003), cité par l'AFP, [http://www.notre-planete.info/actualites/actu\\_245.php](http://www.notre-planete.info/actualites/actu_245.php)

## CHINE

à plus forte valeur ajoutée. Les récentes annonces concernant la décision de confier la construction du TGV Pékin-Shanghai à des entreprises chinoises, ou encore l'ouverture, depuis mars 2006, de négociations exclusives avec le constructeur de centrales nucléaires Westinghouse – qui a accepté un transfert global de technologie aux Chinois – s'inscrivent dans cette stratégie. De même, l'élaboration d'un avion de ligne civil chinois a été inscrite dans le Programme national de développement scientifique et technique à moyen et long terme.

---

### Contradictions et questions

A s'en tenir à la lettre des déclarations du chef du gouvernement, les orientations affichées lors de la dernière session de l'APN marquent une inflexion très nette de la dynamique qui a orienté depuis plus de 20 ans le développement de la Chine. Néanmoins, la question reste entière de savoir si le gouvernement central chinois aura la capacité de concrétiser au cours des prochaines années ces nouvelles orientations. A cet égard, plusieurs questions demeurent en suspens.

On peut noter tout d'abord une contradiction – ou un dilemme – entre la suppression des impôts agricoles et la volonté de développer les investissements dans les campagnes, ce qui nécessite davantage de ressources fiscales. La seule façon de surmonter cette difficulté passe par un accroissement des transferts entre le gouvernement central et les provinces. Ces transferts ont déjà considéra-

blement augmenté dans le passé : ils ont été multipliés par près de 15 depuis 1994<sup>1</sup>. Pour autant, la situation des villages et des cantons est loin de s'être améliorée dans des proportions identiques. Cela tient notamment à la corruption des échelons territoriaux intermédiaires (provinces, municipalités, districts) et au manque de transparence des circuits financiers. Ce qui fait que les ressources transférées par le gouvernement central peinent à parvenir dans les cantons et les villages. Or on ne voit guère, à court terme, ce qui pourrait modifier de façon substantielle cet état de fait.

De même, la volonté de relancer la consommation intérieure constitue sans aucun doute une réelle nécessité. Elle est cependant en contradiction avec la thèse des économistes libéraux qui prônent la poursuite des réformes et craignent qu'une hausse des salaires ne décourage l'investissement étranger. Par ailleurs, au-delà de l'effet, *a priori* modeste, que pourrait avoir la hausse du salaire minimum, il est difficile d'imaginer les circuits par lesquels cette hausse des salaires pourrait s'étendre de façon significative à l'ensemble des salariés. Les déséquilibres du marché du travail restent très forts, notamment après les restructurations massives de ces dix dernières années, et la masse des ouvriers-paysans travaillant dans les villes contribue à faire peser une pression énorme sur les conditions d'emploi et de salaire. Or les flux de ces travailleurs migrants ne sont sans doute pas près de se tarir : on estime qu'environ 150 à 200 millions de paysans chinois sont au-

---

1. Selon le discours du vice-ministre des Finances, M. Lou Jiwei, le 19 mars 2005 à Beijing, les transferts de fonds du gouvernement central vers les gouvernements locaux se sont élevés en 2005 à 733 milliards de yuans, soit 14,7 fois plus qu'en 1994, avec une progression moyenne annuelle de 28 %. <http://www.dajun.com.cn/caishui2.htm>

jourd'hui en « surnombre » dans les campagnes. Par ailleurs, l'absence de pluralisme syndical <sup>1</sup> ne favorise pas l'émergence de contre-pouvoirs susceptibles de freiner les ardeurs d'employeurs qui imposent le plus souvent des conditions de travail et de salaire particulièrement dures.

Quant à la volonté de promouvoir le nationalisme économique, il est là encore difficile d'imaginer quelle maîtrise de ce processus pourra réellement avoir le pouvoir central, si l'on excepte la conduite de certains grands projets (TGV, aéronautique, nucléaire). L'Etat envisage certes, comme il l'a annoncé récemment, de garder la maîtrise du secteur bancaire, même après l'ouverture prévue pour le début de l'année 2007 des banques chinoises aux capitaux étrangers, mais cela suffira-t-il à favoriser l'essor d'une industrie davantage orientée vers des produits à plus forte valeur ajoutée ? On peut en douter si l'on considère l'exemple du secteur automobile où, malgré une demande en forte expansion, l'industrie chinoise ne parvient pas à imposer de constructeur national véritablement compétitif par rapport aux marques étrangères.

Plus fondamentalement, ces contradictions traduisent les difficultés croissantes auxquelles se trouve confronté le pouvoir central en Chine. Il devient en effet de plus en plus clair aux yeux de nombreux observateurs que le décalage entre

la libéralisation de l'économie – avec de graves conséquences sociales non maîtrisées – et des structures politiques qui restent figées n'est plus tenable à terme. A la veille de l'ouverture de l'APN, le 4 mars dernier, le professeur Gao Shangquan du CSER de l'université de Pékin avait réuni à la demande du gouvernement une quarantaine d'intellectuels afin de réfléchir à la façon d'affronter les difficultés actuelles du pays <sup>2</sup>. Le compte rendu de ces débats qui a circulé sur internet permet d'identifier clairement les enjeux <sup>3</sup>.

Il y a d'abord un constat partagé : la Chine connaît aujourd'hui une grave crise sociale et un mécontentement croissant gagne l'opinion publique. Ce point de consensus mérite d'être souligné. Il montre à quel point la situation de la Chine est devenue tendue. Les orientations affichées par le chef du gouvernement lors de son discours devant les députés sont le signe que ces problèmes sont reconnus au plus haut niveau de l'Etat. Toute la question est donc de savoir comment faire face à cette crise sociale.

Une partie des intellectuels, notamment parmi les économistes, est favorable à la poursuite et à l'approfondissement des réformes économiques. Dans la plus pure tradition libérale, cette thèse soutient l'idée que les difficultés rencontrées ne sont pas la conséquence des réformes, mais résultent simplement du fait que ce

- 
1. Un prochain article de la *Chronique internationale de l'IRES* traitera du syndicalisme en Chine.
  2. M. Gao Shangquan, qui a présidé cette conférence interne est le directeur du China Society of Economic Reform (CSER), organisme rattaché directement au Conseil d'Etat. <http://www.cser.org.cn>
  3. Les nombreux articles et les commentaires sur cette conférence ont été publiés sur plusieurs sites internet de marxistes orthodoxes et de maoïstes. Parmi ces sites, les trois plus importants sont :  
<http://www.wyzxsx.com>  
<http://washeng.net/HuaShan/BBS/shishi/gbcurrent.html>  
<http://www.gongnong.org/bbs/list.php?f=3>

## CHINE

mouvement de réformes n'est pas allé suffisamment loin et reste inabouti. Un économiste très en vue, Zhang Wei Ying, soutient ainsi l'idée que les difficultés croissantes que connaît la population – pour l'accès à l'éducation, à la santé et, plus généralement, pour faire face aux nécessités de la vie quotidienne - ne sont pas importantes à partir du moment où l'économie chinoise continue de progresser à un rythme de 8 % ou 10 % par an. Après la tournée de Deng Xiao Ping dans le sud du pays, l'économiste Wang Fu Ping avait défendu cette même thèse dans une série d'articles. Ces idées avaient reçu un écho plutôt favorable au début des années 1990. Elles ont beaucoup perdu de leur crédibilité aujourd'hui et sont vigoureusement contestées par nombre d'intellectuels, dont le sociologue Sun Li Ping.

Un second courant réunissant des intellectuels et des cadres ou anciens responsables du parti et de l'armée soutient au contraire que la crise sociale que connaît la Chine est la conséquence des réformes et du désengagement de l'Etat. Les problèmes sociaux ont redonné ainsi une nouvelle vigueur aux maoïstes et marxistes orthodoxes pour qui la solution de la crise actuelle nécessite un renforcement de l'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale. Un des signes les plus visibles de cette opposition peut être vu dans le débat sur la loi sur la propriété privée. Cette loi qui avait été préparée de longue date par le gouvernement devait initialement être entérinée par l'APN lors de sa dernière session. Quelques mois auparavant, une lettre ouverte publiée par un professeur d'université, Gong Xian Tian, avait dénoncé le caractère anticonstitutionnel de cette loi, posi-

tion qui a été officiellement soutenue par le président de l'APN. Le débat très vif qui a suivi la publication de cette lettre ouverte a finalement conduit le gouvernement à retirer, au moins provisoirement, son projet.

L'attitude traditionnelle du régime communiste a longtemps été de rechercher systématiquement le consensus pour résoudre les problèmes. Pour une majorité d'intellectuels chinois, cette démarche n'est plus aujourd'hui nécessaire, ni même souhaitable. Dans la mesure où il est clair qu'il existe des groupes d'intérêt divergents – par exemple des salariés et des patrons – il convient d'engager les réformes institutionnelles permettant de gérer les tensions qui résultent de ces divergences d'intérêt.

L'éventail de ces réformes institutionnelles est large. S'agissant du fonctionnement des administrations territoriales et de la lutte contre la corruption, la nécessité d'accroître la transparence des circuits financiers entre l'Etat central et ces administrations semble évidente. Une plus grande liberté de la presse – étroitement contrôlée par ces administrations locales – permettrait aussi probablement de laisser davantage les populations s'exprimer pour faire entendre leurs revendications. Au niveau de la représentation politique, la question de l'élection des députés – aujourd'hui désignés par les gouvernements et les partis locaux – est posée. Le président Hu Jintao a ainsi déclaré qu'il fallait faire en sorte que les députés soient « vraiment élus »<sup>1</sup>. D'autres propositions plus audacieuses ont été faites. Un juriste de l'université de Pékin, He Wei Fang, a ainsi proposé de constituer au sein du Parti communiste chinois deux partis qui se-

---

1. Agence Xinhua, 10 décembre 2003.



## QUELS CHANGEMENTS ?

raient, en quelque sorte, en concurrence. Cette proposition a immédiatement suscité de la part des marxistes orthodoxes une levée de boucliers <sup>1</sup>.

On peut penser cependant que la situation actuelle en Chine exige surtout davantage de démocratie sociale pour dénouer les multiples conflits d'intérêts qui agitent la société chinoise <sup>2</sup>. Plus qu'une

réforme des institutions politiques, qui sera sans doute longue et difficile à mettre en œuvre, la résolution de la crise sociale que connaît la Chine impose d'abord que ces groupes d'intérêt puissent s'exprimer. Ce qui suppose qu'ils soient reconnus et légitimes aux yeux du pouvoir actuel.

---

1. Voir note 3, page 9.

2. Voir à ce propos Cai Chongguo (2005), *Chine : l'envers de la puissance*, Editions Mango, collection En clair, Paris.